

# QUAND LA MINE S'ARRÊTE

La disparition de la mine de Champagnac

Florian PETITALOT

Histoire d'apprendre



## Introduction.

Le 15 juillet 1959, la mine de Champagnac cessait définitivement de fonctionner après plusieurs années de difficultés et de recul de son activité, mettant ainsi fin à une longue histoire. Celle-ci avait débuté au XVI<sup>e</sup> siècle lorsque des paysans récoltaient du charbon affleurant à la surface, le document le plus ancien y faisant référence datant de 1531. Elle s'est ensuite poursuivie avec les premiers puits au XVIII<sup>e</sup> siècle puis, en 1836, avec la première concession royale durable, instaurant une officialisation de l'exploitation et sa pérennisation. Cinq ont ainsi été données entre 1836 et 1842, dont quatre ont ensuite formé l'exploitation principale du bassin, la Société Houillère de Champagnac (SHC).

Carte numéro 1 : Carte des quatre concessions qui formaient la mine de Champagnac .



Il fallut cependant attendre les années 1880 pour qu'elle s'industrialise vraiment avec l'arrivée du chemin de fer en 1882 et d'industriels qui ont investi dans cette activité. Le plus important d'entre eux a été Edmond Pochat qui a ensuite dirigé l'entreprise jusqu'au début des années 1920. La mine atteignit ensuite son apogée au début du XXe siècle jusqu'à son déclin à partir de la fin des années 1940. C'est sur ce processus et ses conséquences que le présent ouvrage revient.

## Remerciements

Mais avant d'y venir, il me faut vous présenter la genèse de ce projet. Je viens d'achever un master recherche en Histoire avec un mémoire portant sur cette mine, et notamment, sur les traces du passé minier local et ce qu'ils nous enseignent. Ce travail a été mené sous la direction de Nathalie Ponsard sans laquelle je n'aurais jamais réussi à réaliser ce travail. La première année de ma recherche avait de son côté porté essentiellement sur le sujet de la fermeture. Ce livre est donc directement tiré de ce travail, amélioré grâce aux remarques de mon jury et de recherches supplémentaires durant l'année écoulée.

Celles-ci ont été effectuées grâce à une multitude de sources. Tout d'abord, les archives de l'entreprise dont une partie importante est conservée sur place au sein du musée de la Mine, où je travaille également comme guide. Une autre partie est conservée dans les archives départementales du Cantal ainsi que dans celles du Puy-de-Dôme puisqu'après la nationalisation, en 1946, l'exploitation de Champagnac dépendait des Houillères d'Auvergne dont les bureaux administratifs se situaient à Clermont-Ferrand.

J'ai ensuite pu m'appuyer sur les archives de la préfecture conservées aux archives départementales du Cantal. Plusieurs rapports sur l'évolution de la situation de la mine locale et de l'économie de ce territoire ont été effectués face à la menace de fermeture et le préfet du Cantal et le sous-préfet de Mauriac, dont dépend Champagnac, ont échangé régulièrement sur la question. Ils l'ont également fait avec différents acteurs, notamment les élus, dont certains nous ont eux aussi laissé une riche correspondance. Sur ce plan, je tiens notamment à citer celle du député Augustin Chauvet. Ensuite, j'ai pu m'appuyer sur les comptes-rendus des réunions des institutions économiques de la région. Enfin, j'ai consulté la presse locale de l'époque, notamment La Montagne, Le Réveil de Mauriac, et Le Cantal Ouvrier et Paysan (journal communiste du département), mais aussi la presse nationale, notamment l'Humanité qui relayait l'opposition du PCF et de la CGT à la fermeture, dont les archives nous ont été très utiles et nous les en remercions. Nous avons ainsi pu retracer en détail les raisons de la fermeture, son déroulement et ses conséquences.

Nous allons commencer par présenter la situation de l'exploitation après la Seconde Guerre mondiale et les causes de son déclin. Nous retracerons ensuite le processus d'arrêt de la mine avant de nous intéresser à la politique de reconversion et aux conséquences de la disparition de la mine pour ce territoire.

Je tiens également à remercier toutes les personnes qui m'ont aidé dans la réalisation de ce travail, monsieur Avrard pour les écrits qu'il a lui-même produit ainsi que pour les nombreuses photographies réunies, les collectivités locales de Champagnac et Ydes pour m'avoir permis de consulter leurs archives ainsi que leurs élus pour leur disponibilité. Je remercie également l'association des Gueules noires du bassin de Champagnac/Ydes et tout particulièrement son secrétaire Guy Tereyrol qui a répondu à plusieurs de mes questions.

Ce travail a aussi été aidé par le groupe Facebook « Histoires de vies dans le bassin minier de Ydes-Champagnac (1930-1980) », je me dois donc de remercier son fondateur Daniel Charbonnel qui m'a aussi fourni des pistes d'archives pour mes recherches. Enfin, je souhaite remercier Cyrielle Lecerf pour le travail de relecture qu'elle a effectué sur le présent ouvrage.

## Abréviations

AMM : Archives du musée de la Mine.

MdM : Document exposé dans le musée

ADC : Archives départementales du Cantal

ADPD : Archives départementales du Puy de Dôme.

AMC : Archives municipales de Champagnac

AMY : Archives municipales d'Ydes.

ADSF : Archives du diocèse de Saint-Flour.

UDCGT15 : Documents conservés par l'Union départementale de la CGT Cantal.

CGT : Confédération générale du travail

CGTU : Confédération générale du travail unitaire

FO : Force ouvrière

PCF : Parti communiste français

SFIO : Section française de l'internationale ouvrière

CNIP : Centre national des indépendants et paysans.

CHC : Compagnie Houillère de Champagnac

Du fait de la qualité d'impression les documents d'archives peuvent être peu lisibles, vous pouvez me contacter sur Histoire d'apprendre pour les avoir en meilleure qualité

# Partie I

## Les causes de l'arrêt de la mine

La mine de Champagnac a été parmi les premières mines de charbon à fermer après la Seconde Guerre mondiale, un an avant le Plan Jeanneney de 1960 qui organisait la diminution de l'activité charbonnière dans notre pays. Il nous faut donc commencer par comprendre pourquoi la mine de Champagnac a cessé de fonctionner aussi tôt, situation qui a exercé une influence importante sur le devenir du patrimoine minier et est la cause principale de la perte d'une partie importante de celui-ci puisqu'elle eut lieu avant que la notion de patrimoine industriel et minier n'émerge en France durant les années 1970 et 1980, ce qui eut pour conséquence de faire perdre de nombreux vestiges à ce territoire. La date de l'arrêt de la mine a pu aussi influencer la reconversion du territoire puisque les principales mesures pour gérer une telle situation n'ont été adoptées qu'avec le plan Jeanneney.

# Chapitre I

## Un contexte national de recul de la place du charbon dans la société

A la sortie de la Seconde Guerre mondiale, le charbon était encore la principale source d'énergie du pays et sa production était un enjeu majeur. De 1945 à 1948, la France mena même une politique ambitieuse pour accroître ses capacités d'extractions. Ce que l'on appelle aujourd'hui « La bataille du charbon », afin de relancer sa production à la suite des difficultés causées par la Seconde Guerre mondiale.

### 1. La bataille du charbon.

À la Libération, le secteur minier était sorti affaibli de la guerre, ayant été en bonne partie pillé par l'occupant et ayant perdu une partie de son personnel habituel, mort, ou ayant quitté le pays, par exemple de nombreux Polonais. En effet, ils ont été nombreux à rentrer dans leur pays pour participer à la reconstruction. La Pologne a en effet été un des pays les plus durement touchés par le conflit avec environ six millions de morts<sup>3</sup>, des villes et des campagnes dévastées et une industrie à l'arrêt. Le nouvel état polonais en a donc appelé à ses ressortissants disséminés à travers l'Europe dès 1944, provoquant de nombreux retours au pays, d'autant plus que pour de nombreux Polonais, l'émigration en France était perçue et voulue comme temporaire. Ces départs ont d'abord été combattus par le gouvernement qui était alors en pleine « Bataille du charbon » et cherchait donc à augmenter ses effectifs. Dès 1944, le préfet du Cantal a ainsi demandé au sous-préfet de Mauriac de veiller à ce que l'armée polonaise ne recrute pas au sein de la mine de Champagnac<sup>4</sup>.

Cependant, ne pouvant pas les empêcher, le gouvernement a plutôt décidé de les encadrer. Il a alors facilité les départs afin de contrôler le moment où ils avaient lieu afin d'éviter de désorganiser la production tout en obtenant des livraisons de charbon de la part de la Pologne. 40 000 Polonais ont donc quitté la France dans le cadre de cet accord entre 1945 et 1949 sur les 62 000 départs qui ont eu lieu au total. Une trentaine sont ainsi partis de la mine de Champagnac en mai 1947<sup>5</sup>.



**YDES.** — Un contingent d'une trentaine d'ouvriers polonais accompagnés de leurs familles : femmes et enfants, sont partis par train spécial dans leur patrie d'origine pour remettre en marche l'industrie minière polonaise. Une bonne partie de ces familles résidait dans notre bassin depuis plus de vingt ans. Ils ont été salués à la gare par la colonie polonaise du bassin minier, par de nombreux camarades mineurs français et par la direction des Mines de Champagnac. Les wagons étaient garnis de fleurs et de drapeaux et c'est aux cris de vive la France ! vive la Pologne ! que le train s'ébranla. Le départ de ces ouvriers spécialistes du fond va gêner l'exploitation et risque de diminuer le rendement des Mines de Champagnac.

L'Auvergnat de Paris du 24 mai 1947, extrait partagé sur le groupe Facebook dédié à l'histoire locale.

Le personnel restant souffrait également de la fatigue de la guerre et du rationnement. Les mines du pays n'avaient alors plus de stock et leurs finances étaient en mauvais état, leur équipement était souvent vétuste et avait subi des dégâts du fait de la guerre, du sabotage des résistants ou de l'occupant lors de son retrait. La mine de Champagnac avait ainsi vu un sabotage détruire deux des trois puits d'extraction et endommager le troisième le 25 mai 1944. De plus, la modernisation de l'équipement minier avait déjà pris du retard durant l'entre-deux guerres. Plus globalement, c'est tout le tissu industriel français qui était en lambeaux. Les veines de charbon commençaient également à s'épuiser, rendant l'exploitation plus difficile coûteuse, car il fallait alors chercher cette ressource de plus en plus profondément. Dans le même temps, les importations de charbon avaient diminué, car les fournisseurs habituels de la France, par exemple la Pologne, la Belgique et l'Angleterre, avaient eux aussi souffert de la guerre, sans parler de l'Allemagne.

En mai 1945, la France n'importait ainsi que 220 000 tonnes de charbon et 750 000 en décembre 1945, contre 1.8 million de tonnes par mois avant-guerre. Une partie de la production française était de plus encore utilisée par les alliés qui poursuivaient le combat contre l'Allemagne nazi jusqu'en mai 1945. Après la guerre, la situation française demeurait compliquée, notamment du fait de l'opposition des États-Uniens et des Britanniques à la politique de réparations souhaitée par la France qui espérait réquisitionner du charbon allemand et ainsi contribuer à relancer son économie malgré sa crise de production.

Mais le pays avait besoin de charbon pour la reconstruction, devant l'impossibilité de faire venir de grandes quantités de charbon de l'étranger, il fallait relancer la production qui s'était effondrée. Ainsi, en 1945, la France n'extrait plus que 33 millions de tonnes de charbon contre 49 millions en 1939. L'industrie française était donc alors sous-alimentée en charbon, par exemple la sidérurgie ne produisait plus que 20% de sa production d'avant-guerre. La SNCF recevait que le minimum vital, et en province, un tiers des centrales à gaz était à l'arrêt et les coupures de courant étaient fréquentes. Les particuliers étaient également privés de charbon. Ainsi, la France n'était pas en mesure de fournir 400kg par foyer pour l'hiver 1945-1946, alors que la consommation d'un foyer moyen dépassait en temps normal la tonne de charbon. Le Gouvernement provisoire de la République française (GPRF) a donc dû apporter des solutions à cette situation de crise en lançant la bataille du charbon. L'État avait en effet désormais la main sur l'industrie du charbon avec la nationalisation de la plupart des mines de charbon du pays en 1946<sup>10</sup>.

Pour commencer, le nombre de mineurs a été augmenté, passant de 180 000 en 1945 à 216 000 en 1947, par l'embauche de nouveaux mineurs en France, mais surtout, en faisant appel à une importante main d'œuvre étrangère, notamment venue d'Afrique du Nord ainsi que des prisonniers de guerre allemands. La mine de Champagnac a ainsi accueilli plusieurs prisonniers allemands, avec lesquels les relations d'abord méfiantes ont été ensuite plutôt cordiales. Ils étaient quarante en janvier 1945 et ceux-ci ont travaillé sur place jusqu'en août 1948<sup>11</sup>. Les conditions de travail et de rémunération ont également été améliorées à la suite des nationalisations, afin de rendre ce travail difficile et dangereux plus attractif. L'objectif était alors également d'uniformiser le statut des mineurs qui selon les compagnies avaient obtenu par la lutte des avantages différents. La formation des mineurs a également été améliorée, notamment avec le développement de centres de formations, à Champagnac.

Le centre de formation de Fanostre avait ainsi été aménagé entre 1945 et 1947. Il était composé d'un puits d'entraînement et de deux bâtiments achevés en 1947 avec des bureaux, des salles de cours et des ateliers.



Promotion 1949 du centre de formation de Fanostre, photographie exposée au musée de la Mine.